

المجمع الصناعي لإسمنت الجزائر



Groupe Industriel des Ciments d'Algérie

**CETIM**

# BULLETIN D'INFORMATION TRIMESTRIEL

LE RENDEZ-VOUS DES PROFESSIONNELS POUR  
S'INFORMER, S'INSPIRER, INNOVER ET AVANCER

N° 36

**DATE :**  
Mars 2026



024 79 10 26



[www.cetim.dz](http://www.cetim.dz)



CETIM

# CETIM

INFO

Bulletin d'information trimestriel du Centre d'études et de services Technologiques de l'Industrie des Matériaux de Construction



## ERA 2026

GICA affirme sa vision d'une industrie bas carbone



## SEMICA TCHAD 2026

Le Groupe GICA porte l'expertise algérienne au coeur de l'Afrique

## INTERVIEW

**Mme Wafa BOULESNANE Directrice Générale de l'Organisme Algérien d'Accréditation (ALGERAC)**

**La qualité n'est pas une contrainte, mais un levier stratégique de compétitivité et de confiance et faire de la qualité une culture, c'est bâtir la performance de demain**



## CETIM - EPAU

l'argile expansée au coeur de l'innovation architecturale



## Argile Expansée

l'argile expansée au coeur de l'innovation architecturale



## le CETIM

Moteur d'une approche durable pour la gestion et la valorisation des boues d'eaux usées



une publication du Centre  
d'Etudes et de services  
Technologiques de l'Industrie  
des Matériaux de construction  
«CETIM»

## Site web

www@cetim-dz.com

## Contact

contact@cetim-dz.com

## Adresse

Cité Ibn Khaldoun, BP 93  
Boumerdes, Algérie

## Direction Générale

Tél, : +213(0)24 79 10 26  
Fax : +213(0)24 79 10 18

## Direction Technico-Commerciale

Tél, : +213(0)24 79 10 09 / 19  
Tél, cellulaire : 0698 28 64 62  
Fax : +213(0)24 79 10 24

## Directeur de la publication

Lyes MADI  
Président-Directeur Général

## Comité de lecture

Ahmed BELAL  
Kamel AYACHE  
Reda BENCHIHEUB  
Ahmed LEZAR  
Hanane ZEMIRLI  
Hamza MORSLI  
FARES IDDIR

## Rédaction

Farouk ATTAR

## Création et infographie

Farouk ATTAR  
farouk.attar@cetim.dz

## Correction

Lyes MADI  
Ahmed BELAL  
Kamel AYACHE

## Photos

Farouk ATTAR

*Le Management de la qualité:  
un levier stratégique de  
performance durable*



Par Lyes MADI

Dans un environnement économique en mutation rapide, la performance des organisations ne peut plus être envisagée à court terme. Elle doit s'inscrire dans une vision durable, structurée et résiliente. Le management de la qualité s'impose ainsi comme un levier stratégique incontournable.

Autrefois perçue comme une simple fonction de contrôle, la qualité est aujourd'hui un véritable système de pilotage. A travers les référentiels élaborés par l'Organisation internationale de normalisation, notamment la norme ISO 9001 version 2015, les organisations structurent leurs processus, clarifient leurs responsabilités et adoptent une approche fondée sur l'orientation client, le leadership, la gestion des risques et l'amélioration continue.

La certification ISO 9001 atteste de la capacité à fournir, de manière constante, des produits et services conformes, tout en optimisant les ressources et en réduisant les coûts liés aux non-conformités. Elle contribue directement à la performance économique et à la création de valeur.

Le management de la qualité dépasse cependant le cadre financier. En intégrant l'écoute des parties prenantes et l'engagement des collaborateurs, il renforce la résilience organisationnelle et favorise un climat de confiance et d'innovation.

Dans le domaine technique, la crédibilité et la fiabilité des prestations reposent également sur des référentiels spécifiques tels que la norme ISO/CEI 17025, applicable aux laboratoires d'essais et d'étalonnages. Elle garantit la précision, la traçabilité et la compétence technique, répondant ainsi aux standards internationaux.

A cet égard, le Centre d'Études et de Services Technologiques de l'Industrie des Matériaux de Construction (CETIM) incarne une illustration concrète d'un engagement durable en faveur de la qualité. Accrédité par le Comité Français d'Accréditation depuis 2000, puis par l'Organisme Algérien d'Accréditation depuis 2017, et certifié ISO 9001:2015, le CETIM déploie une démarche qualité rigoureuse et cohérente, orientée vers la satisfaction de l'ensemble de ses parties prenantes.

Au-delà de sa propre organisation, le CETIM joue un rôle stratégique d'accompagnement auprès des entreprises engagées dans une dynamique de structuration et d'excellence opérationnelle, notamment les filiales du Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (GICA). Cette contribution participe au renforcement durable de la culture qualité et à l'appropriation des exigences normatives par les équipes.

En conclusion, plus qu'un ensemble de procédures, le management de la qualité est une culture. Porté par un leadership engagé, il aligne les objectifs, mobilise les équipes et constitue le socle d'une performance durable et responsable.

# S O M M A I R E

## É D I T O R I A L

**P. 3** Le management de la qualité : un levier stratégique de performance durable

## I N T E R V I E W

**P.5** Interview avec Mme Wafa BOULESNANE Directrice Générale de l'Organisme Algérien d'Accréditation (ALGERAC)

## A C T U A L I T É S C E T I M

**P.11** - CETIM-EPAU : l'argile expansée au cœur de l'innovation architecturale  
- Argile expansée : le CETIM évalue un matériau à fort potentiel

**P.12** - Le CETIM, moteur d'une approche durable pour la gestion et la valorisation des boues d'eaux usées

**P.13** - La SCIBS certifiée ISO 9001 :2015, avec l'accompagnement du CETIM  
- La Société des Ciments de SIGUS consacre son engagement pour l'excellence et la qualité

## A C T U A L I T É S G I C A

**P.14** - SEMICA TCHAD 2026 : le Groupe GICA porte l'expertise algérienne au cœur de l'Afrique  
- SNEPAL 2026 : SCIZ et SODISMAC en synergie

**P.15** - ALGERIA EXPORT FAIR : la SCHB valorise son savoir-faire à l'international  
- INNOBAT 2026 : l'innovation BTP à l'honneur à Batna  
- BATIMEX 2026 : GICA réaffirme son engagement pour un bâtiment durable et certifié

**P.16** - GICA accélère la transition énergétique avec les combustibles alternatifs  
- ERA 2026, GICA affirme sa vision d'une industrie bas carbone

## A C T U A L I T É S N A T I O N A L E S

**P.17** - Harmonisation de l'accréditation halal : ALGERAC actif au sein de l'IFHAB  
- ALGERAC représenté au plus haut niveau à la 13<sup>e</sup> Assemblée Générale de l'ARAC  
- Un espace numérique pour soutenir la production industrielle nationale

**P.18** - Congrès minier 2026 : l'Algérie renforce sa présence sur la scène minière internationale  
- L'industrie du ciment en Algérie se réinvente pour un avenir bas carbone

- Séminaire sur la nationalisation des mines et la souveraineté économique

## A C T U A L I T É S I N T E R N A T I O N A L E S

**P.19** - Le marché mondial du ciment vert en forte croissance à l'horizon 2034  
- Co-traitement dans le ciment : un levier mondial pour une gestion durable des déchets

**P.20** - Dynamique positive pour l'industrie mondiale du ciment  
- Capture et valorisation du carbone : un projet pilote indo suédois dans le ciment  
- La métrologie à l'ère de l'intelligence artificielle et de l'industrie numérique

**P.21** - Kilogramme : une troisième valeur de consensus adoptée à partir du 1er mars 2026

## E N V I R O N N E M E N T

**P.22** - Adaptation climatique et résilience des infrastructures de transport : regards croisés d'experts à Alger  
- Ciment bas carbone : 2026, l'année de l'accélération mondiale

## V E I L L E N O R M A T I V E

**P.23** - Veille normative



## V E I L L E R E G L E M E N T A I R E

**P.24** - Veille réglementaire



## D O S S I E R T E C H N I Q U E

**P.25** - **Thème** : Systèmes de management et accréditation : un atout stratégique pour les entreprises

**Par :**  
**Ouabdallah Hemza**  
Sous-Directeur Management de la Qualité



## Interview avec Mme Wafa BOULESNANE Directrice Générale de l'Organisme Algérien d'Accréditation (ALGERAC)



Mme Wafa BOULESNANE  
Directrice Générale de l'Organisme Algérien d'Accréditation (ALGERAC)

L'évolution des marchés et des exigences réglementaires place aujourd'hui la qualité au centre des stratégies organisationnelles. En adoptant des systèmes de management structurés selon des référentiels reconnus tels que l'ISO 9001:2015, les organisations consolident leur crédibilité, améliorent la gestion des risques et instaurent une relation de confiance durable avec leurs parties prenantes.

Dans ce numéro 36 de CETIM INFO, consacré à la qualité comme fondement de la performance organisationnelle, nous avons souhaité donner la parole à Madame Wafa BOULESNANE, Directrice Générale d'ALGERAC.

À travers cet entretien la première responsable d'ALGERAC, apporte son éclairage sur le rôle de l'accréditation dans le dispositif national de la qualité et sur l'importance de l'engagement des entreprises vers les standards internationaux.

**CETIM INFO :** Madame la Directrice Générale, pourriez-vous vous présenter brièvement et nous rappeler les missions essentielles de l'Organisme Algérien d'Accréditation (ALGERAC) ?

« C'est un réel plaisir de partager mon parcours au sein d'ALGERAC, une institution à laquelle je suis profondément attachée depuis sa création.

De formation biologiste, titulaire d'un Master en normalisation, qualité, certification et essais, j'ai intégré l'organisme en 2006 en faisant partie du tout premier staff de direction, à une période charnière où le système national d'accréditation était encore en phase d'émergence et peu connu des opérateurs économiques.

Dès les premières années, j'ai activement contribué à la mise en place des fondements organisationnels et procéduraux du système national d'accréditation : élaboration des procédures, structuration des processus d'évaluation, adaptation aux référentiels internationaux et sensibilisation des parties prenantes à l'importance stratégique de l'accréditation.

J'ai d'abord été chargée du département d'accréditation des laboratoires (essais, étalonnage et biologie médicale), où j'ai piloté les premières démarches d'évaluation et accompagné la montée en compétence des équipes techniques. Par la suite, j'ai assuré la coordination de l'ensemble des activités d'accréditation, ce qui m'a permis d'avoir une vision globale et transversale des enjeux liés à la conformité et à la reconnaissance internationale.

Cette progression, ancrée dans l'expérience de terrain et la pratique opérationnelle, m'a permis d'acquérir une connaissance approfondie des mécanismes de l'accréditation, aussi bien sur les plans technique et méthodologique que stratégique, organisationnel et institutionnel. Elle m'a également permis de mesurer pleinement le rôle structurant de l'accréditation dans la consolidation de la confiance, la protection du consommateur et le renforcement de la compétitivité nationale.

Dans la continuité de cet engagement, j'ai été appelée à assurer la Direction Générale à partir de janvier 2024.



*Cette trajectoire, construite au cœur même des missions de l'institution, me permet aujourd'hui d'assumer cette responsabilité avec conviction, sens du devoir et vision stratégique.*

*Mon ambition est de consolider durablement la culture de l'accréditation et de la conformité en Algérie, en les positionnant comme de véritables leviers de confiance, de qualité et de compétitivité. Il s'agit également d'insuffler une dynamique de transformation progressive et maîtrisée, orientée vers la performance, l'efficacité, la transparence et l'ouverture internationale, afin d'inscrire pleinement ALGERAC dans les standards et les meilleures pratiques mondiales en matière d'accréditation.*

Pour rappel, ALGERAC a pour vocation de s'assurer et d'attester que les organismes chargés de l'évaluation de la conformité, à savoir les laboratoires d'essais, d'étalonnage, d'analyses médicales, ainsi que les organismes d'inspection et de certification, opèrent avec compétence, indépendance et impartialité, et produisent des résultats précis et fiables. Grâce à notre vivier d'évaluateurs qualifiés, nous vérifions leur conformité aux normes en vigueur, afin de garantir la qualité et la confiance dans les résultats qu'ils délivrent.

*Dans ce rôle, ALGERAC s'affirme comme un pilier stratégique du dispositif national de qualité, contribuant activement au développement économique durable et à la protection de l'intérêt général. »*

**CETIM INFO :** ALGERAC est le seul organisme national d'accréditation reconnu par ses pairs internationaux. En quoi cette reconnaissance constitue-t-elle un gage de crédibilité et de confiance pour les acteurs économiques nationaux ?

*« Depuis 2017, ALGERAC bénéficie de la reconnaissance de ses pairs européens, à travers l'EA – European Cooperation for Accreditation, et a signé des accords de reconnaissance internationale avec ILAC – International Laboratory Accreditation Cooperation, et prochainement avec l'IAF – International Accreditation Forum. Cette reconnaissance assure que les accréditations délivrées en Algérie par les organismes en charge de l'évaluation de conformité accrédités par ALGERAC sont pleinement équivalentes à celles accordées par les organismes homologues à l'étranger. Pour être un peu plus clair, chaque pays applique des règles strictes pour contrôler l'entrée et la sortie des produits, exigeant que ceux-ci soient accompagnés de certifications et de rapports d'essais émis par des organismes compétents et reconnus.*

*S'agissant des entreprises et opérateurs économiques algériens, la reconnaissance d'ALGERAC représente un véritable passeport commercial. Cette reconnaissance renforce la confiance des parties prenantes. Pour un industriel ou un prestataire de services, recourir à un organisme accrédité par ALGERAC signifie s'appuyer sur une expertise vérifiée et garantie. Elle instaure un cercle de confiance entre fournisseurs, donneurs d'ordre et consommateurs, tout en favorisant la production natio-*



*nale de qualité et la réduction des importations. En somme, la reconnaissance internationale d'ALGERAC n'est pas seulement une distinction, c'est un outil stratégique qui permet à notre pays de transformer ses aspirations industrielles et commerciales en produits exportables, compétitifs et dignes de confiance sur les marchés mondiaux. »*

**CETIM INFO :** Dans un environnement économique de plus en plus exigeant et concurrentiel, comment définissez-vous aujourd'hui la qualité au sein d'une organisation, qu'elle soit industrielle ou de services ?

*« La définition de la qualité a profondément évolué. Elle ne peut plus se limiter à une simple conformité technique, à l'application de procédures ou au respect de critères normatifs. Aujourd'hui, les opérateurs économiques évoluent dans un environnement de plus*

en plus concurrentiel, instable et coûteux, marqué par des exigences des clients toujours plus élevées et spécifiques. Dans ce contexte, la qualité a changé de dimension pour devenir un véritable levier de performance, d'aide à la décision stratégique et de création de valeur. A ce stade, nous pouvons définir la qualité comme la capacité d'une organisation à satisfaire durablement ses clients et l'ensemble de ses parties intéressées, tout en maîtrisant ses risques potentiels. Elle constitue un système de management dynamique, capable de transformer les exigences du marché en résultats opérationnels concrets et mesurables.

Toutefois et à mon sens, cette définition resterait incomplète sans une composante essentielle : la culture humaine. Parce que la qualité est avant tout un état d'esprit partagé, une culture d'entreprise ancrée dans la conscience de chaque collaborateur, un engagement et une implication collectifs. Elle repose sur des comportements responsables et une rigueur des pratiques quotidiennes, qui s'exercent naturellement, même en l'absence de contrôle.

Pour résumer, la véritable qualité n'est pas uniquement ce qui est consigné dans les manuels de procédures, mais ce qui est réellement pratiqué sur le terrain. C'est cet alignement entre la vision stratégique et l'engagement humain qui garantit la pérennité et la performance de nos entreprises. »

**CETIM INFO : selon votre expérience, quels sont les principaux bénéfices qu'une entreprise peut tirer d'une démarche qualité structurée et durable ?**

« Au-delà de l'aspect technique, et au risque de me répéter, s'engager dans une démarche qualité est un acte managérial pertinent. C'est avant tout offrir à l'entreprise un bouclier de résilience, un puissant moteur d'attractivité et un levier de rentabilité avéré.

Concrètement, la mise en place d'un système de management structuré permet à l'entreprise d'améliorer si-



gnificativement ses performances globales sur plusieurs axes stratégiques : en optimisant les processus et en clarifiant les rôles et responsabilités de chacun, l'entreprise gagne en efficacité opérationnelle et accroît sa productivité. Elle réduit également les coûts liés à la non qualité et aux erreurs, en adoptant une logique de prévention fondée sur le principe du « bien faire du premier coup »

La démarche Qualité permet de passer d'une gestion essentiellement réactive à une posture proactive. Elle favorise l'anticipation des risques plutôt que leur gestion a posteriori, contribuant ainsi à la sécurisation des activités et à la pérennité de l'entreprise sur le long terme. La qualité joue également un rôle déterminant dans la satisfaction et la fidélisation des clients, tout en renforçant la confiance des partenaires quant au sérieux et à la fiabilité de l'organisation. Pour finir, la structuration qu'elle apporte offre également à l'entreprise la capacité de s'adapter avec agilité aux mutations du marché, sans compromettre son équilibre interne. »

**CETIM INFO : Peut-on affirmer que la qualité est devenue un véritable levier de performance, de compétitivité et de pérennité pour les entreprises algériennes ?**

« L'Algérie a engagé une réforme progressive et structurante de son système national de la qualité. Sous l'impulsion des pouvoirs publics, un cadre réglementaire harmonisé et une infrastructure qualité plus solide ont été mis en place, notamment en matière de normalisation et d'évaluation de la conformité.

Aujourd'hui, la vision de l'État est claire : promouvoir un développement économique durable fondé sur la compétitivité, tout en plaçant la sécurité du citoyen et la qualité des produits au cœur des priorités.

Cependant, des insuffisances persistent. La qualité n'est pas encore pleinement intégrée par toutes les entreprises comme un véritable outil de gestion stratégique et opérationnel. Or, dans le contexte de diversification économique, la maîtrise des exigences normatives et de la conformité constitue le levier essentiel pour substituer les importations et positionner durablement les produits algériens sur les marchés internationaux. »

**CETIM INFO : la norme ISO 9001 version 2015 est aujourd'hui la référence internationale en matière de système de management de la qualité. Quels en sont selon vous les apports majeurs par rapport aux versions précédentes ?**

« La version 2015 marque le passage d'un système qualité centré sur la conformité et la documentation à un système de management orienté performance, anticipation des risques et création de valeur. Elle constitue ainsi un levier stratégique pour renforcer la compétitivité, améliorer la gouvernance et inscrire l'entreprise dans une dynamique d'amélioration continue durable.

Elle est basée sur une approche fondée sur le management des risques, la version 2015 exige l'identification et la maîtrise des risques et opportunités susceptibles d'influencer la performance du système qualité.

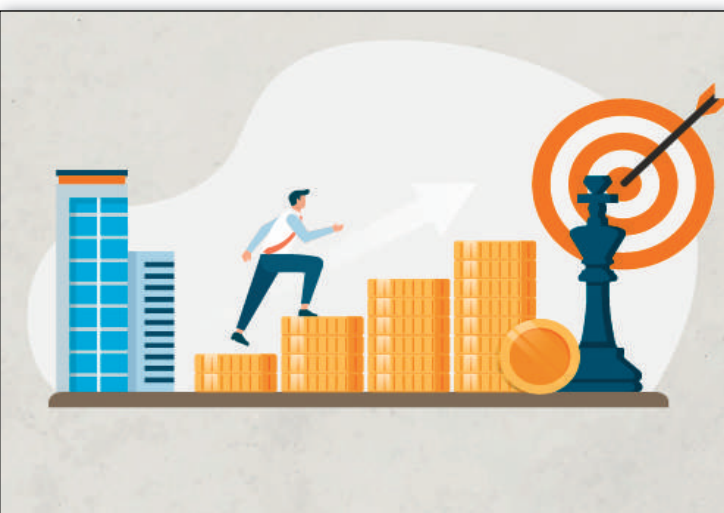
La version 2015 renforce la responsabilité de la direction.

Le représentant qualité n'est plus au centre du dispositif, la direction doit démontrer son engagement, son implication et son pilotage du système. »

**CETIM INFO :** Quel est l'objectif fondamental du processus de certification ISO 9001 pour une entreprise, au-delà de l'obtention du certificat lui-même ?

« L'objectif fondamental de la certification ISO 9001 ne réside pas dans l'obtention du certificat, mais dans la mise en place d'un système de management de la qualité structuré, efficace et évolutif.

La démarche vise avant tout à doter l'entreprise d'un véritable outil de pilotage stratégique, favorisant la performance, l'amélioration continue et la satisfaction



durable des clients.

La norme fournit un cadre clair permettant de concevoir, maîtriser et améliorer en permanence l'organisation interne, en plaçant la création de valeur au cœur des priorités.

Par ailleurs, l'accréditation selon la norme ISO/IEC 17021-1 garantit que les organismes de certification

opèrent avec compétence, impartialité et indépendance, assurant ainsi la crédibilité et la reconnaissance internationale des certifications délivrées.

C'est cette combinaison entre un système de management solide et une certification fiable qui renforce la confiance des clients et des parties prenantes. »

**CETIM INFO :** pouvez-vous expliquer à nos lecteurs la différence entre certification et accréditation, et en quoi l'accréditation renforce la crédibilité des certifications délivrées ?

« Il est essentiel de distinguer certification et accréditation, deux notions complémentaires mais de portée différente dans le domaine de l'évaluation de la conformité.

La certification est une attestation qui confirme qu'une organisation, un produit ou un service est conforme aux exigences d'une norme spécifique, telle que la ISO 9001 pour le management de la qualité.

L'accréditation, en revanche, constitue le niveau supérieur de garantie. Elle représente la reconnaissance officielle de la compétence, de l'impartialité et de la rigueur technique de l'organisme qui délivre la certification.

Ainsi, l'accréditation accordée par ALGERAC renforce la crédibilité et la reconnaissance internationale des certifications délivrées. Sans accréditation, une certification perdrait une grande partie de sa valeur et de sa confiance sur le marché international. »

**CETIM INFO :** le CETIM est accrédité par ALGERAC depuis 2017, comment évaluez-vous cette relation institutionnelle et le positionnement du CETIM en tant qu'acteur national de l'accompagnement à la qualité ?

« En effet, le CETIM constitue un partenaire stratégique tant pour ALGERAC que pour le développement de la compétitivité de notre économie nationale. Depuis 2017, ses laboratoires sont accrédités selon la norme ISO/IEC 17025, garantissant ainsi leur compétence technique, la fiabilité de leurs résultats et leur impartialité. Cette reconnaissance permet effectivement aux industriels de s'appuyer sur des résultats fiables pour valider la conformité de leurs produits et renforce la confiance des acteurs économiques dans la qualité des prestations fournies, y compris dans les environnements les plus exigeants.

Si cette accréditation octroyée au CETIM couvre aujourd'hui exclusivement les activités de laboratoires d'es-

sais et d'étalonnage, le rôle du CETIM dépasse le cadre technique. A travers ses prérogatives, qui lui confèrent un rôle actif dans l'accompagnement à la mise en place de systèmes de management de la qualité. »

**CETIM INFO :** le CETIM est également certifié ISO 9001 :2015 et ses prestations d'essais et d'étalonnage sont reconnues conformément à la norme ISO/IEC 17025 ; quels regards portez-vous sur cette double reconnaissance ?

« Je tiens tout d'abord à exprimer ma satisfaction de constater que la certification ISO 9001 obtenue par le CETIM a été délivrée par un organisme certificateur accrédité par ALGERAC.

Une telle reconnaissance attribue au certificat une valeur incontestable et reflète pleinement la rigueur, l'engagement et la culture de conformité qui caractérisent le CETIM.

Cette double reconnaissance managériale et technique contribue à renforcer notamment l'image et la crédibilité de l'institution, tout en consolidant son rôle stratégique au sein de l'écosystème national de la qualité. À mon sens et au-delà de la dimension technique, cette réussite témoigne plus particulièrement de l'investissement humain et institutionnel qui fait du CETIM un acteur exemplaire et un modèle dans le développement de l'infrastructure qualité nationale. »

**CETIM INFO :** après le succès du CETIM dans l'accompagnement des filiales de GICA vers la certification ISO 9001 :2015, comment percevez-vous son ambition d'étendre cette expertise à d'autres entreprises et institutions à l'échelle nationale ?

« L'accompagnement réussi des filiales de GICA vers la certification ISO 9001 constitue un signal fort de la maturité technique et organisationnelle du CETIM.

L'ambition d'étendre cette expertise à d'autres entreprises et institutions à l'échelle nationale apparaît non seulement légitime, mais stratégique. Elle s'inscrit pleinement dans la dynamique nationale de renforcement de la culture qualité et d'amélioration de la compétitivité des entreprises nationales. »

**CETIM INFO :** en tant qu'acteur national de la qualité, comment évaluez-vous aujourd'hui le niveau de prise de conscience des entreprises algériennes quant à l'importance de la certification des systèmes de management de la qualité ?

« Nos opérateurs économiques font face à un monde en constante mutation, où ils doivent s'adapter rapidement aux évolutions du marché, aux nouvelles technologies et aux exigences réglementaires toujours plus strictes. Chaque année, les modes opératoires se transforment, les normes s'adaptent aux innovations et aux pratiques émergentes, ce qui amène à une progression significative de la prise de conscience de l'importance de la qualité, en particulier chez les entreprises orientées vers l'exportation.

Cette dynamique incite les acteurs économiques à comprendre que la qualité n'est pas une contrainte, mais un véritable levier de compétitivité et de confiance vis-à-vis de leurs clients et partenaires. Cependant, malgré ces avancées, des efforts restent à fournir, notamment pour accompagner et sensibiliser les PME, qui représentent le cœur de notre tissu industriel. Ces entreprises doivent pouvoir intégrer progressivement les standards internationaux tout en les adaptant à leur réalité opération-



nelle, afin de tirer pleinement parti des bénéfices d'une démarche qualité structurée. »

**CETIM INFO :** quels sont, selon vous, les principaux freins encore observés chez certaines entreprises et comment les surmonter ?

« Les principaux freins observés dans certaines entreprises ne sont pas techniques, mais culturels et organisationnels. La qualité est encore parfois perçue comme un coût immédiat plutôt que comme un investissement stratégique, alors que le coût de la non-conformité est souvent bien plus élevé.

La mise en place d'un système de management exige également un changement d'habitudes, une forte implication de la direction et un engagement collectif. Le manque de compétences internes peut aussi ralentir l'appropriation des exigences normatives.

Ces obstacles restent toutefois surmontables grâce à un accompagnement adapté, des formations ciblées et une sensibilisation continue. L'enjeu est d'opérer un changement de perception ; faire de la qualité non plus une contrainte, mais un véritable levier de croissance et de performance durable. »

**CETIM INFO :** pensez-vous que l'accréditation et la certification constituent désormais des passages incontournables pour accéder aux marchés internationaux ?

« Bien évident c'est même une certitude. Aujourd'hui, l'accréditation et la certification ne sont plus des options, mais plutôt des prérequis. Chaque pays dispose de dispositifs réglementaires stricts visant à protéger ses citoyens, garantir la sécurité des produits et préserver son environnement. Dans ce contexte, la fluidité des échanges commerciaux et le succès de nos exportations reposent sur un pilier central : la reconnaissance mutuelle des certificats d'accréditation. C'est là que le rôle

d'ALGERAC est stratégique. Grâce à nos accords internationaux, nous permettons de réduire, voire d'éliminer les barrières techniques au commerce. Une entreprise algérienne dont les produits sont testés ou certifiés sous couvert d'une accréditation d'ALGERAC voit ses rapports acceptés par ses clients étrangers comme s'ils avaient été réalisés sur leur propre sol.

En résumé, l'accréditation et la certification ne sont pas de simples outils techniques ou administratifs. Ce sont des garanties de confiance universelles, essentielles pour ouvrir de nouveaux marchés et assurer le développement durable de nos entreprises dans une économie globalisée. »

**CETIM INFO :** pour conclure, quelle est votre vision de l'avenir de la qualité et de l'accréditation en Algérie, et le rôle que devront jouer des institutions comme ALGERAC et le CETIM dans cette dynamique ?

« Malgré la nécessité de poursuivre certaines réformes structurelles et réglementaires, l'avenir de la qualité et de l'accréditation en Algérie demeure porteur d'espoir.



Les exigences internationales deviennent de plus en plus strictes et couvrent un nombre croissant de produits, obligeant nos opérateurs à s'aligner sur ces standards pour accéder durablement aux marchés extérieurs.

Au-delà de l'exportation, la sécurité et la fiabilité du marché national reposent sur une responsabilité partagée entre les pouvoirs publics, les entreprises et les acteurs de l'infrastructure qualité.

Dans cette perspective, ALGERAC, aux côtés de partenaires tels que CETIM, poursuivra son rôle structurant afin d'élever les pratiques nationales aux standards internationaux et de soutenir un développement économique durable, garantissant aux citoyens des produits et services conformes et fiables. »

Entretien réalisé par Farouk ATTAR



### CETIM-EPAU : l'argile expansée au cœur de l'innovation architecturale



**D**urant la période allant du 17 au 23 novembre 2025 et dans le cadre de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat et de l'innovation organisée par l'École

### Argile expansée : le CETIM évalue un matériau à fort potentiel

**L**e 11 décembre 2025, dans le cadre de ses missions d'expertise, de veille technologique et d'accompagnement de l'industrie des matériaux de construction, le Centre d'Études et de Services Techniques de l'Industrie des Matériaux de Construction (CETIM) a pris part à une visite technique de l'usine ALGEXPAN-ALGERIE, spécialisée dans l'extraction et la transformation de l'argile expansée, située à Bouinan (wilaya de Blida).

Le CETIM était représenté par M. Rachid Benyoucef, chef du service Laboratoire Céramique. Cette participation s'inscrit dans la démarche du CETIM visant à analyser les performances techniques des matériaux innovants et à accompagner leur intégration progressive dans les pratiques constructives nationales. La visite a réuni plusieurs acteurs institutionnels, académiques et professionnels, notamment des représentants de l'École Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme (EPAU), de l'Association Nationale des Producteurs de Béton Prêt à l'Emploi (ANPBPE), du Centre National d'Études et de Recherches Appliquées en Urbanisme (CNERU), ainsi que des experts du secteur.

Accueillis par M. Kribi, responsable de la société ALGEXPAN-ALGERIE, les participants ont pris connaissance du procédé industriel de fabrication du granulat d'argile expansée, reposant sur un traitement mécanique et thermique de l'argile, sans recours à des additifs. Ce procédé permet l'obtention d'un matériau léger et poreux, présentant des

Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme (EPAU), le Centre d'Études et Services Techniques de l'Industrie des Matériaux de Construction (CETIM) a pris part à cet événement en tant que partenaire scientifique. Représenté par M. Rachid BENYOUCEF, chef de service au laboratoire céramique et verre, le CETIM a apporté son expertise pour promouvoir l'utilisation de l'argile expansée dans le domaine de l'architecture et accompagner les étudiants dans la conception de projets innovants.

L'intervention du délégué du CETIM a porté sur la présentation de ce matériau, ses origines, son processus de fabrication, ses avantages et ses multiples domaines d'application, tout en orientant et évaluant les travaux proposés par les étudiants. Des échanges enrichissants ont également eu lieu à l'occasion d'une visite des structures techniques d'appui à l'entrepreneuriat, en présence des enseignants.

Clôturé le 23 novembre 2025, le séminaire s'est conclu par la signature d'accords de partenariat entre l'EPAU et les acteurs économiques, renforçant ainsi la collaboration entre le monde académique et industriel. Cette rencontre a mis en évidence le rôle stratégique du CETIM dans le développement et la promotion des matériaux de construction innovants en Algérie.



performances intéressantes en matière d'isolation thermique et acoustique, ainsi qu'un potentiel d'utilisation dans le béton léger, les éléments de remplissage et diverses solutions constructives innovantes.

À travers cette démarche, le CETIM confirme son rôle d'acteur institutionnel de référence dans l'analyse technique, la promotion et la valorisation des matériaux à fort potentiel, contribuant ainsi au développement d'une industrie des matériaux de construction performante et durable en Algérie.

## Le CETIM, moteur d'une approche durable pour la gestion et la valorisation des boues d'eaux usées



**S**ous la présidence du ministre de l'Industrie, M. Yahia Bachir, une réunion de coordination s'est tenue le mardi 6 janvier 2026 au siège du ministère, consacrée au suivi du dossier stratégique de l'élimination des boues issues du traitement des eaux usées. Cette rencontre s'inscrit dans une démarche nationale visant à instaurer une gestion structurée, durable et conforme aux normes environnementales de ces résidus, tout en examinant les possibilités de leur valorisation maîtrisée au sein de l'industrie cimentière.

Ont pris part à cette réunion des représentants des ministères de l'Environnement et de la Qualité de la vie, des Ressources en eau et de l'Industrie, ainsi que des cadres du Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (GICA) et de sa filiale, le Centre d'Études et de Services Technologiques de l'Industrie des Matériaux de Construction (CETIM). Le CETIM y était représenté par M. BELAL Ahmed, Directeur Général Adjoint, et M. LEZAR Ahmed, Sous-Directeur Environnement, illustrant son engagement direct dans ce chantier à la fois

environnemental et industriel. Acteur de référence en matière d'expertise technique, le CETIM a été associé à l'évaluation de la faisabilité des solutions proposées, notamment l'intégration maîtrisée des boues dans les procédés de fabrication du ciment. Par son accompagnement scientifique et technologique, le Centre contribue à transformer une contrainte environnementale en une opportunité industrielle durable. Insistant sur l'urgence du dossier, le ministre de l'Industrie a appelé à un renforcement de la coordination intersectorielle afin d'aboutir à des solutions concrètes, opérationnelles et

perennes. Les recommandations précédemment formulées ont été examinées, notamment celles relatives à la clarification des responsabilités et à l'accélération de la mise en œuvre des protocoles validés.

Cette orientation stratégique vise, à terme, l'élimination définitive des boues dans le respect strict des normes environnementales en vigueur, tout en ouvrant la voie à leur valorisation industrielle encadrée, contribuant ainsi à la transition vers une économie circulaire et durable, portée par l'expertise et le leadership du CETIM.



### La SCIBS certifiée ISO 9001 : 2015, avec l'accompagnement du CETIM

**L**a Société des Ciments de Bénisaf (SCIBS), filiale du Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (GICA), a obtenu la certification ISO 9001:2015, reconnaissant l'excellence de son Système de Management de la Qualité (SMQ). Cette distinction consacre le travail rigoureux et structuré engagé par la SCIBS dans la mise en place d'un Système de Management de la Qualité (SMQ) conforme aux exigences de la norme internationale.

Cette réussite a été rendue possible grâce à l'accompagnement stratégique et méthodologique du Centre d'Études et de Services Technologiques de l'Industrie des Matériaux (CETIM), qui a joué un rôle déterminant tout au long du processus de mise en œuvre du SMQ. À travers son expertise reconnue, le CETIM a apporté un appui de grande qualité, favorisant l'appropriation progressive des



exigences de la norme ISO 9001:2015 et le renforcement durable de la culture qualité au sein des équipes de la SCIBS. À cette occasion, le Président-Directeur Général de la SCIBS, M. BOUGUERRA, a tenu à exprimer, en son nom personnel et au nom de l'ensemble des collaborateurs de l'entreprise, ses remerciements appuyés au CETIM pour l'accompagnement exemplaire assuré. Il a souligné que cet appui a constitué un levier essentiel dans la réussite du projet, en contribuant à structurer les processus, à

mobiliser les compétences internes et à inscrire la démarche qualité comme un véritable facteur de performance globale.

L'obtention de la certification ISO 9001:2015 vient ainsi conforter la position de la SCIBS en tant qu'acteur industriel engagé dans l'excellence, tout en illustrant le rôle clé du CETIM comme partenaire de référence dans l'accompagnement des entreprises du secteur des matériaux de construction vers les standards internationaux de qualité.

### La Société des Ciments de SIGUS consacre son engagement pour l'excellence et la qualité

**L**a Société des Ciments de SIGUS (SCS), filiale du Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (GICA), a organisé, le 5 janvier 2026 au siège de l'entreprise, une cérémonie officielle de remise de certificats marquant l'obtention des certifications ISO 9001, ISO 14001 (version 2015) et ISO 45001 (version 2018).

Cette triple certification vient consacrer les efforts soutenus de la SCS en matière de maîtrise de la qualité de son produit ciment, de protection de l'environnement et de promotion de la santé et de la sécurité au travail, témoignant ainsi de sa conformité aux standards internationaux les plus exigeants.

Dans ce cadre, la SCS a bénéficié de l'accompagnement du CETIM dans la mise en place de son système de management intégré, couvrant les volets qua-

lité, environnement et santé-sécurité au travail, ainsi que dans le processus d'obtention des certifications ISO 9001, ISO 14001 (version 2015) et ISO 45001 (version 2018).

La cérémonie s'est déroulée en présence de M. Farid KITOUNI, Président-Directeur Général de la SCS, ainsi que des cadres de la cimenterie, soulignant l'implication collective et le leadership managérial ayant permis d'atteindre

ces objectifs stratégiques.

Cette reconnaissance internationale reflète la volonté constante de la SCS d'inscrire son activité dans une démarche d'amélioration continue, au service d'une production de ciment performante, fiable et répondant aux attentes du marché, tout en consolidant sa position d'acteur industriel engagé et responsable.



## SEMICA TCHAD 2026 : le Groupe GICA porte l'expertise algérienne au cœur de l'Afrique



L'Algérie a pris part au Salon international des mines, des carrières et des hydrocarbures (SEMICA TCHAD 2026), tenu du 21 au 23 janvier 2026 à N'Djamena, en tant qu'invité d'honneur, à travers une délégation ministérielle de haut niveau.

La délégation officielle, conduite par le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, comptait également le ministre de l'Industrie, M. Yahia Bachir. Celui-ci était accompagné notamment de M. Rabah Guessoum, Président-directeur général du Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (GICA), illustrant ainsi le rôle stratégique du Groupe dans le renforcement de la coopération industrielle régionale.

Cette participation s'inscrit dans une dynamique de renforcement des partenariats, de transfert de l'expertise algérienne et d'échange de savoir-faire, notamment dans les domaines de l'industrie cimentière et des industries extractives.



En marge du salon, des séances de travail ont été tenues avec les homologues tchadiens, axées sur le développement de l'industrie du ciment au Tchad, incluant la création d'unités de broyage de clinker, appuyées par l'expertise du Groupe GICA et l'approvisionnement en matières premières depuis l'Algérie.

Ces échanges ont abouti à la signature d'un protocole d'accord de coopération, ouvrant la voie à des projets de partenariat industriel et à des initiatives conjointes, au service des intérêts communs des deux pays et du développement durable du secteur cimentier en Afrique.



## SNEPAL 2026 : SCIZ et SODISMAC en synergie

La première édition du Salon national des produits algériens exportés « SNEPAL » s'est tenue du 12 au 15 janvier 2026 au Palais des expositions du Centre de conventions d'Oran Mohamed-Be-nahmed, sous la supervision du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig.



Organisée par le ministère, cette manifestation a rassemblé près de 200 entreprises publiques et privées issues de divers secteurs productifs. Le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) y a marqué sa présence à travers deux de ses filiales réunies sur un stand commun : la Société des Ciments de Zahana (SCIZ) et SODISMAC.



À travers cette participation, les filiales de GICA ont mis en avant leur savoir-faire et leur potentiel à l'international, illustrant l'engagement du Groupe dans la dynamique nationale de promotion des exportations.

## ALGERIA EXPORT FAIR : la SCHB valorise son savoir-faire à l'international



Organisé par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le premier salon national dédié à l'exportation des services

algériens, « Algeria Export Fair », s'est tenu du 5 au 8 janvier 2026 à la salle Zénith de Constantine. Cet événement s'inscrit dans la dynamique nationale visant à renforcer la présence de l'Algérie sur les marchés internationaux et à soutenir la diversification économique.

À cette occasion, la Société des Ciments de Hamma Bouziane (SCHB), filiale du Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (Groupe GICA), a participé activement au salon afin de mettre en avant son savoir-faire, de partager son expérience et de nouer des partenariats stratégiques. Cette participation a également permis à la SCHB de mieux appréhender les exigences des marchés internationaux.

Réunissant des acteurs issus de plusieurs secteurs, dont les services numériques, l'ingénierie, la logistique, la santé, l'éducation et le tourisme, Algeria Export Fair a constitué une plateforme d'échanges privilégiée entre opérateurs nationaux, investisseurs et partenaires étrangers.

## INNOBAT 2026 : l'innovation BTP à l'honneur à Batna

Du 18 au 21 janvier 2026, le Parc des Expositions As'hâr de Batna a accueilli la première édition du Salon International de l'Innovation dans le Bâtiment et les Travaux Publics — INNOBAT 2026. Ce nouveau rendez-vous a réuni les acteurs majeurs du secteur autour des solutions innovantes et des opportunités d'affaires qui dessinent le BTP de demain.



La Société des Ciments d'Ain Touta – SCIMAT, filiale du Groupe GICA, s'est illustrée par une participation remarquée, mettant en avant son savoir-faire industriel et la qualité de ses produits. Une présence qui confirme l'engagement du groupe dans la modernisation des matériaux de construction et la dynamique d'innovation nationale.

Première édition réussie, INNOBAT s'impose déjà comme un carrefour stratégique d'échanges pour les professionnels du bâtiment.

## BATIMEX 2026 : GICA réaffirme son engagement pour un bâtiment durable et certifié



La Société des Ciments de Hadjar-Soud (SCHS), filiale du Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (GICA), a participé à la 5<sup>e</sup> édition du Salon international du bâtiment Batimex 2026, tenue du 28 au 31 janvier à l'hôtel Sheraton d'Annaba. L'événement a rassemblé près de 100 exposants nationaux et étrangers, représentant plus de 40 secteurs de la chaîne de valeur du bâtiment, et a accueilli plus de 10 000 visiteurs professionnels.

Cette édition s'est distinguée par le programme scientifique « Bati Days », marqué par des panels animés par des experts internationaux. À cette occasion, le Groupe GICA a animé un symposium autour de deux axes stratégiques : « Zéro accident, zéro pollution » et « Un ciment de confiance certifié aux normes internationales ».

Les échanges ont mis en lumière les engagements du Groupe en matière de qualité, de sécurité industrielle, de protection de l'environnement et de responsabilité sociétale, réaffirmant le rôle clé de l'industrie cimentière dans le développement durable du secteur du bâtiment.

## GICA accélère la transition énergétique avec les combustibles alternatifs



contexte marqué par l'absence d'une filière nationale structurée des combustibles alternatifs, cette démarche pionnière portée par GICA et soutenue techniquement par le CETIM constitue une avancée majeure vers une gestion durable des déchets et la transition énergétique de l'industrie cimentière algérienne.



**L**e Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) conduit actuellement une étude stratégique portant sur la valorisation des déchets à fort pouvoir calorifique comme combustibles alternatifs dans ses cimenteries. Mené en collaboration étroite avec le CETIM et avec l'appui d'experts nationaux et internationaux, ce projet explore notamment l'utilisation du RDF/CSR issu

du tri des déchets ménagers ainsi que certains déchets industriels, dont les pneus usagés et les boues pétrolières. Actuellement en phase d'étude, dont la finalisation est prévue pour avril 2026, l'initiative vise à substituer partiellement les combustibles fossiles, à préserver les ressources naturelles, en particulier le gaz naturel, et à réduire l'empreinte environnementale du secteur cimentier. Dans un

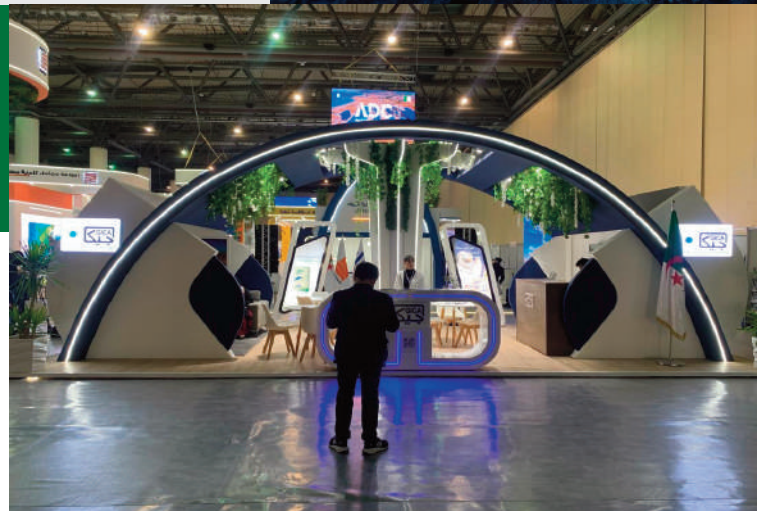
### ERA 2026, GICA affirme sa vision d'une industrie bas carbone

**O**ran a vibré au rythme de la transition énergétique à l'occasion de la 15<sup>e</sup> édition du Salon ERA, organisée du 2 au 4 février 2026 au Centre des Conventions, avec près de 100 exposants venus partager leurs innovations.

Placée sous le signe du mix énergétique, cette édition a braqué les projecteurs sur les énergies renouvelables, l'hydrogène vert et la décarbonation, en présence d'experts et d'acteurs majeurs du secteur lors d'une ouverture présidée par Abdelkrim Ouamer, directeur central HSE du groupe Sonatrach.

Parmi les participants, le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) s'est distingué par sa présence active, illustrant sa volonté d'inscrire l'industrie cimentière dans une dynamique durable et responsable.

Véritable carrefour d'idées et de solutions, le Salon ERA confirme son rôle de plateforme stratégique pour anticiper les défis énergétiques, accompagner les politiques publiques et sensibiliser la nouvelle génération aux enjeux du développement durable.



## Harmonisation de l'accréditation halal : ALGERAC actif au sein de l'IFHAB

**A**LGERAC a participé à la 3<sup>e</sup> réunion annuelle de l'Assemblée Générale du Forum islamique des organismes d'accréditation halal (IFHAB), tenue le 11 décembre 2025 à La Mecque Al-Mukarramah, sous la présidence de Son Excellence le Dr Adel Al-Qaeed.

L'Organisme Algérien d'Accréditation était représenté par sa Directrice générale, Madame Wafa BOULSNANE, affirmant l'engagement d'ALGERAC en faveur de l'harmonisation des pratiques d'accréditation halal au sein des pays membres de l'OCI.



Cette rencontre a réuni plusieurs organismes d'accréditation halal et a été marquée par la signature d'un mémorandum d'entente entre l'IFHAB et le SMIIC, visant à renforcer la coordination, la reconnaissance mutuelle et le développement des compétences techniques dans le domaine du halal.

## ALGERAC représenté au plus haut niveau à la 13<sup>e</sup> Assemblée Générale de l'ARAC

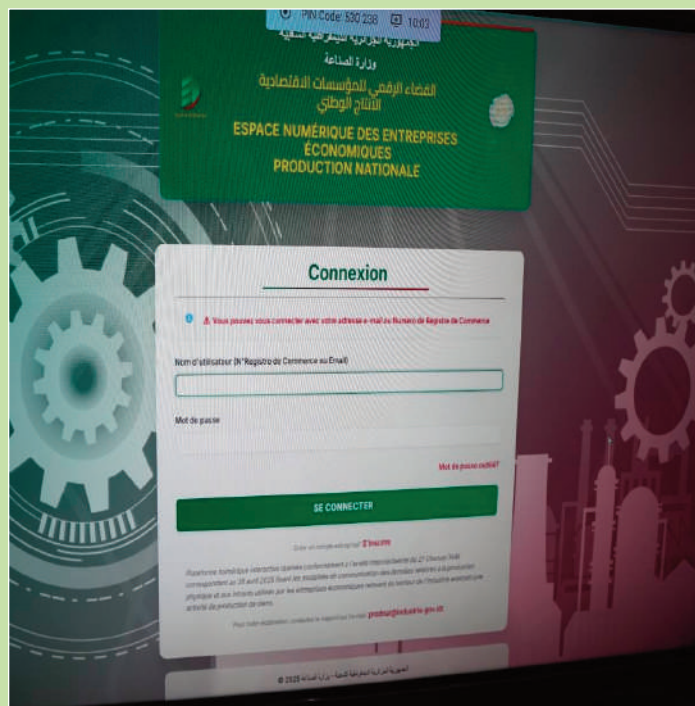
**L'**Organisme Algérien d'Accréditation (ALGERAC) a pris part à la 13<sup>e</sup> Assemblée Générale de la Coopération Arabe d'Accréditation (ARAC), tenue le 11 décembre 2025 à La Mecque, et réunissant les principaux organismes arabes d'accréditation. L'organisme était représenté par sa Directrice générale, Madame Wafa BOULSNANE, soulignant l'importance accordée par ALGERAC à cette rencontre stratégique.



Cette assemblée a permis d'examiner les travaux des comités techniques, d'échanger sur les bonnes pratiques d'évaluation et de définir des perspectives de coopération visant à renforcer l'infrastructure arabe de la qualité.

Par sa participation active, ALGERAC réaffirme son engagement en faveur de l'harmonisation des pratiques d'accréditation, de la reconnaissance mutuelle entre organismes et du renforcement de la compétitivité des produits algériens, notamment halal, sur les marchés régionaux et internationaux.

## Un espace numérique pour soutenir la production industrielle nationale



**L**e ministère de l'Industrie a lancé, le 31 décembre 2025, un espace numérique dédié aux entreprises industrielles, dans le cadre de la modernisation de l'administration et du renforcement de la production nationale. Cette plateforme vise à améliorer la fiabilité des statistiques industrielles et à offrir une meilleure visibilité sur les performances du secteur.

Les opérateurs économiques de l'industrie manufacturière sont invités à s'inscrire sur l'espace numérique via le portail officiel <https://prodnat.industrie.gov.dz>. Pour toute information complémentaire, ils peuvent s'adresser aux directions régionales de l'industrie ou contacter le ministère à l'adresse [prodnat@industrie.gov.dz](mailto:prodnat@industrie.gov.dz).

## Congrès minier 2026 : l'Algérie renforce sa présence sur la scène minière internationale

L'Algérie a pris part à la 5<sup>e</sup> édition du Congrès international du secteur minier 2026 à Riyad, à travers la participation de la secrétaire d'État chargée des Mines, Mme Karima Bakir Tafer. Cet événement majeur qui s'est tenu au Royaume d'Arabie saoudite, du 13 au 15 janvier 2026 a réuni les acteurs mondiaux de l'industrie minière autour des enjeux de développement durable, de financement des infrastructures et de transparence des chaînes de valeur. La délégation algérienne a contribué aux débats stratégiques sur l'exploration, l'exploitation responsable et l'intégration du secteur minier dans les chaînes de valeur mondiales. La participation algérienne illustre la



volonté de promouvoir les ressources minières nationales, de renforcer les partenariats internationaux et de positionner le secteur minier comme levier clé de la diversification économique et du développement durable.

## L'industrie du ciment en Algérie se réinvente pour un avenir bas carbone

En 2026, l'industrie du ciment en Algérie se positionne comme un pilier stratégique de la diversification économique hors hydrocarbures. Avec une capacité de production nationale dépassant 39 millions de tonnes par an, largement supérieure à la demande locale, le secteur dispose d'une base solide pour consolider ses installations, moderniser ses procédés et renforcer sa compétitivité, tant sur le marché intérieur qu'à l'export. Les opérateurs publics et privés, en particulier ceux du Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (GICA), investissent dans l'optimisation énergétique, l'amélioration de la qualité des produits et la mise à niveau des systèmes industriels afin de répondre aux standards internationaux.



Parallèlement, la transition environnementale s'impose comme un défi majeur. La réduction de l'empreinte carbone et l'efficacité énergétique deviennent des priorités, sous l'impulsion des nouvelles réglementations internationales et des mécanismes carbone aux frontières. Le secteur engage ainsi des programmes de modernisation et d'innovation visant à limiter les émissions industrielles, tout en renforçant sa performance globale. Les projets de ciment à faible émission de carbone annoncés depuis 2025 témoignent de la volonté des pouvoirs publics d'accompagner cette transformation écologique, faisant de la décarbonation un levier stratégique pour consolider la compétitivité du ciment algérien sur la scène internationale.

À la croisée des chemins entre performance industrielle et durabilité, l'industrie cimentière algérienne trace aujourd'hui une trajectoire ambitieuse, où efficacité, innovation et responsabilité environnementale avancent de concert pour s'inscrire durablement dans la dynamique nationale de développement économique et écologique.

## Séminaire sur la nationalisation des mines et la souveraineté économique



Un séminaire organisé à Alger par l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG) a mis en avant le rôle stratégique du secteur minier dans la consolidation de la souveraineté nationale et la diversification de l'économie.

Tenu le 2 mars 2026 sous le thème « Du plan de libération nationale à l'autonomisation et au développement : stratégie de mobilisation globale et nationalisation des mines comme pierre angulaire du parcours national (1926-2026) », l'événement a réuni experts, universitaires et cadres de l'État.

Les intervenants ont rappelé que cette rencontre coïncide avec le centenaire de l'Etoile nord-africaine, fondée le 2 mars 1926, dont le programme revendiquait la récupération des richesses nationales, notamment minières. La nationalisation des mines, intervenue le 6 mai 1966, a été présentée comme un tournant majeur consacrant la pleine souveraineté de l'Algérie sur ses ressources naturelles, après une période coloniale marquée par l'exploitation au profit de l'industrie française.

Les participants ont également souligné le potentiel minier encore insuffisamment exploré et la nécessité de renforcer la coordination entre les sociétés intervenant dans le secteur minier.

Enfin, les projets structurants tels que la mine de fer de Gara Djebilet, le phosphate de Bled El Hadba et la mine de zinc et plomb de Tala Hamza ont été cités comme leviers de relance des activités minières et sidérurgiques nationales et de renforcement de la présence de l'Algérie sur les marchés internationaux.

## Le marché mondial du ciment vert en forte croissance à l'horizon 2034

Le marché mondial du ciment vert était évalué à 43,37 milliards USD en 2025 et devrait atteindre 100,55 milliards USD d'ici 2034, avec un TCAC de 9,90 % sur 2026-2034. L'Amérique du Nord domine le marché avec 37,10 % de part en 2025, portée par des réglementations environnementales strictes et une forte innovation technologique. Le marché américain devrait connaître une croissance significative, atteignant près de 28,89 milliards USD d'ici 2032.

Le ciment vert, fabriqué à partir de déchets industriels comme les cendres volantes et les scories, permet de réduire jusqu'à 40 % l'empreinte carbone des bâtiments. Il répond à la demande croissante en infrastructures durables, stimulée par l'urbanisation et la croissance démographique. Après un ralentissement lié à la pandémie de COVID-19, le marché s'est redressé grâce aux plans de relance économique mondiaux.

Par type, le segment des cendres volantes domine avec près de 57 % de part en 2026, en raison de son adoption croissante comme alternative au



ciment Portland. Les scories et les granulats recyclés gagnent également du terrain dans les projets d'infrastructure.

Par application, le segment résidentiel représente la plus grande part (45,19 % en 2026), soutenu par la demande en bâtiments écologiques et les politiques publiques favorables. Les secteurs non résidentiels et infrastructure contribuent aussi fortement à la croissance.

En Asie-Pacifique, la Chine, l'Inde et le Japon stimulent la demande, tandis qu'en Europe l'accent est mis sur la construction commerciale durable. Les principaux acteurs, tels que Holcim SA, CEMEX S.A.B. de C.V., Heidelberg Materials et JSW Cement, investissent massivement pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et développer des solutions innovantes.

Source : <https://www.fortunebusinessinsights.com/fr/green-cement-market-107251>

### Co-traitement dans le ciment : un levier mondial pour une gestion durable des déchets



Un ensemble d'organisations internationales de l'industrie du ciment appelle à une adoption plus large du co traitement des déchets pour une gestion mondiale durable des déchets non recyclables. Le co traitement

consiste à utiliser des déchets non recyclables pour remplacer les combustibles fossiles dans les fours à ciment tout en intégrant les cendres résiduelles dans le ciment lui-même, ce qui réduit les besoins d'élimination externe. Cette approche maximise à la fois la valeur environnementale du traitement des déchets et l'efficacité énergétique, tout en limitant la demande en nouvelles infrastructures de mise en décharge.

Déjà appliqué sous des cadres réglementaires stricts en Europe, en Inde, en Amérique du Nord et en Amérique latine, le co traitement est considéré comme complémentaire au recyclage classique plutôt qu'un substitut. Des fours à ciment peuvent parfois substituer plus de 90 % de leurs combustibles par des déchets grâce à cette technique. Les signataires de l'appel demandent aux gouvernements d'intégrer cette pratique dans les politiques de gestion des déchets, d'offrir des incitations fiscales, de faciliter les permis environnementaux et de soutenir la collecte et le pré traitement des déchets municipaux. L'objectif est de divertir davantage de déchets des décharges, réduire l'utilisation de combustibles fossiles dans la production de ciment et favoriser une économie circulaire.

Source : <https://www.businesswire.com/news/home/20260114464103/fr>

## Dynamique positive pour l'industrie mondiale du ciment

Selon une récente étude internationale, le marché mondial du ciment devrait connaître une croissance soutenue au cours de la prochaine décennie. Estimé à environ 425 milliards de dollars en 2025, il pourrait atteindre près de 661 milliards de dollars à l'horizon 2033, soit un taux de croissance annuel moyen avoisinant 5,7 %. Cette dynamique est portée principalement par l'urbanisation accélérée, les investissements massifs dans les infrastructures et la demande croissante en logements dans les économies émergentes. Les grands projets publics, notamment en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient, constituent un moteur essentiel de cette expansion. Parallèlement, la transformation technologique du secteur, orientée



vers des solutions bas carbone, redéfinit les stratégies industrielles. L'industrie cimentière mondiale se trouve ainsi à la croisée d'une double trajectoire : croissance économique et transition environnementale, deux facteurs appelés à structurer durablement le marché.

Source : rapport "Global Cement Market Report by Product Type, End-Use Sector, Countries and Company Analysis, 2025-2033" publié par Research and Markets

## Capture et valorisation du carbone : un projet pilote indo suédois dans le ciment



Un projet pilote indo suédois vise à capturer et valoriser le CO<sub>2</sub> issu de la production de ciment. Ambuja Cements, en collaboration avec l'Indian Institute of Technology Bombay et Eco Tech (Suède), teste des technologies CCU innovantes. Le CO<sub>2</sub> capturé pourra être transformé en matériaux utiles, comme le carbonate de calcium ou le méthanol vert.

L'objectif est de réduire significativement les émissions tout en créant de nouveaux produits durables. Le projet évalue la viabilité technique et économique de ces procédés dans un secteur difficile à décarboner.

Cette initiative s'inscrit dans une stratégie globale de décarbonation, incluant énergie verte et récupération de chaleur. Elle constitue un exemple concret d'économie circulaire du carbone appliquée à l'industrie lourde.

Le projet pilote pourrait devenir un modèle pour d'autres cimenteries à travers le monde.

## La métrologie à l'ère de l'intelligence artificielle et de l'industrie numérique

En 2026, la métrologie industrielle connaît une transformation profonde. Longtemps considérée comme une discipline essentiellement dédiée à la vérification des pièces après leur fabrication, elle évolue aujourd'hui vers un rôle stratégique intégré directement au cœur des processus de production. Cette mutation est portée par les avancées de l'intelligence artificielle, l'intégration numérique des systèmes industriels et le développement de technologies de mesure en temps réel.

L'intelligence artificielle s'impose désormais comme un outil clé dans les sys-



tèmes de mesure. Elle permet d'automatiser la création et l'optimisation des routines d'inspection, tout en analysant les données de mesure pour détecter des tendances ou des anomalies difficiles à identifier par les méthodes statistiques traditionnelles. Au-delà de la simple détection des non-conformités, ces systèmes intelligents contribuent à identifier les causes possibles des écarts dimensionnels, comme l'usure des outils, les variations thermiques ou les dérives du procédé de fabrication. Toutefois, l'intervention humaine demeure essentielle afin de garantir la fiabilité, la traçabilité et l'interprétation des résultats.

Parallèlement, la chaîne numérique industrielle, ou digital thread, devient une réalité opérationnelle. Les données de mesure sont désormais directement connectées aux modèles de conception assistée par ordinateur (CAO), aux systèmes d'exécution de la fabrication (MES) et aux systèmes de management de la qualité (QMS). Cette interconnexion permet d'améliorer la validation des procédés, d'accélérer le développement des produits et d'alimenter les jumeaux numériques avec des données réelles issues de la production.

Une autre évolution majeure concerne l'essor de la métrologie en ligne et en

cours de processus. Grâce aux progrès des capteurs optiques, des technologies laser et de la tomographie industrielle, il devient possible de mesurer les pièces directement dans l'environnement de production et à la vitesse du procédé. Cette approche permet de détecter rapidement les écarts, de réduire les rebuts et d'améliorer la maîtrise des processus de fabrication.

Enfin, l'avenir de la métrologie repose de plus en plus sur les logiciels et l'exploitation des données. Les architectures basées sur le cloud et le edge computing facilitent le traitement de volumes importants d'informations, tandis que les outils de visualisation avancée rendent les résultats plus accessibles et plus exploitables pour les ingénieurs et les responsables qualité.

Ainsi, en 2026, la métrologie ne se limite plus à confirmer la conformité des produits. Elle devient un véritable levier de performance industrielle, contribuant à une prise de décision plus rapide, à une meilleure maîtrise des procédés et à une production plus intelligente et plus compétitive.

Source : <https://metrology.news/metrology-2026-from-measurement-to-intelligent-action>

# Kilogramme : une troisième valeur de consensus adoptée à partir du 1er mars 2026

METROLOGIE

**A** partir du 1er mars 2026, la communauté internationale de la métrologie mettra en œuvre la troisième valeur de consensus du kilogramme, à la suite de la troisième comparaison clé des réalisations du kilogramme organisée en 2025 par le Bureau International des Poids et Mesures (BIPM). Cette nouvelle étape vise à garantir la cohérence et la traçabilité des mesures de masse à l'échelle mondiale, dans le cadre du Système international d'unités (SI) révisé.



## Une nouvelle valeur de référence pour le kilogramme

Les résultats combinés des trois dernières comparaisons clés ont conduit à l'établissement d'un nouvel ajustement de consensus correspondant à 1 kg – 12 microgrammes. Cette valeur représente une variation de 5 microgrammes par rapport au deuxième ajustement de consensus et un écart cumulé de 12 microgrammes par rapport à l'ancienne traçabilité fondée sur l'ancien prototype international du kilogramme. L'incertitude type associée à cette valeur demeure inchangée à 20 microgrammes. Concrètement, les masses traçables à la deuxième valeur de consensus devront être réduites de 5 microgrammes, tandis que celles liées à l'ancienne définition basée sur

le prototype international devront être réduites de 12 microgrammes.

## Une comparaison internationale mobilisant les grands instituts de métrologie

La troisième comparaison clé, réalisée entre septembre 2024 et décembre 2025, a réuni dix instituts nationaux de métrologie. Parmi eux figurent notamment le BIPM, ainsi que plusieurs instituts utilisant des balances de Kibble, dont le LNE (France), METAS (Suisse), NIST (États-Unis), NRC (Canada) et UME (Turquie).

D'autres instituts ont employé des méthodes alternatives de réalisation du kilogramme :

- le NIM (Chine) avec une balance de Joule,
  - le NMIJ (Japon), le PTB (Allemagne) et le CMS-ITRI (Taipei chinois) avec la méthode dite de densité cristalline par rayons X (XRCD) utilisant des sphères de silicium hautement pures.
- Les écarts observés entre les valeurs attribuées à une masse nominale de 1 kg par ces différents instituts ont permis d'établir la nouvelle valeur de consensus.

## Contexte : un kilogramme redéfini depuis 2019

Depuis le 20 mai 2019, le kilogramme n'est plus défini par un artefact maté-



riel, mais par la fixation de la valeur numérique de la constante de Planck. Les réalisations pratiques de l'unité reposent aujourd'hui principalement sur deux approches scientifiques :

- la balance de Kibble, qui compare le poids d'une masse à une force électromagnétique reliée à la constante de Planck ;
- la méthode XRCD, qui détermine la masse d'une sphère de silicium en comptant le nombre d'atomes qu'elle contient.

Cependant, tant que les différentes réalisations indépendantes du kilogramme ne convergent pas pleinement, le Comité consultatif pour la masse et les grandeurs associées (CCM) coordonne la diffusion de l'unité à travers une valeur de consensus mondiale.

### Combien pèse un kilogramme ?

- **Le prototype international**
- Fabriqué en 1889
- Composé de 90% de platine et 10% d'iridium
- Conservé sous trois cloches de verre au Bureau International des Poids et Mesures (BIPM), à Sèvres, près de Paris
- En 129 ans le kilogramme-étalon a maigri d'environ 50 microgrammes
- L'unité de masse du SI (Système international d'unités) est le kilogramme; il est égal à la masse du prototype international

## Une étape importante pour la cohérence mondiale des mesures

La mise en œuvre de cette troisième valeur de consensus constitue ainsi une étape essentielle pour maintenir l'harmonisation internationale des mesures de masse durant la phase actuelle d'implémentation du SI révisé. Elle permet d'assurer la continuité et la fiabilité des références métrologiques utilisées dans les laboratoires, l'industrie et les activités scientifiques à travers le monde.

## Adaptation climatique et résilience des infrastructures de transport : regards croisés d'experts à Alger

L'École nationale supérieure des travaux publics (ENSTP) a abrité, du 22 au 24 novembre 2025, une conférence internationale consacrée à la résilience des infrastructures de transport face au changement climatique, un événement scientifique inédit en Algérie et dans la région du Maghreb.

Organisée sur trois jours, cette rencontre de haut niveau a réuni des experts internationaux, des responsables institutionnels, des ingénieurs, des chercheurs et des acteurs du développement durable, venus échanger autour des défis majeurs auxquels sont confrontées les infrastructures de transport dans un contexte de dérèglement climatique croissant.

La conférence s'inscrit dans les missions de veille technologique et scientifique du laboratoire de recherche LTPITE de l'ENSTP. Elle visait à anticiper les mutations futures, à identifier les innovations pertinentes et à favoriser leur diffusion auprès des acteurs publics et privés, tout en renforçant la coopération internationale et le partage d'expériences.

Cet événement a bénéficié du soutien du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), partenaire de la conférence, qui a



sponsorisé cette manifestation scientifique, confirmant ainsi son engagement en faveur du développement durable et de la résilience des infrastructures stratégiques. Les travaux de la conférence ont exploré l'impact du changement climatique sur les infrastructures de transport, en mettant en lumière les risques naturels associés et les stratégies d'adaptation aux conditions climatiques extrêmes. Les échanges ont également porté sur la protection des infrastructures, l'usage d'éco-matériaux innovants et l'intégration des technologies numériques avancées telles que l'intelli-

gence artificielle, l'IoT et le big data. Ces réflexions se sont appuyées sur des retours d'expérience, des études de cas et des dispositifs de surveillance et de gestion des risques.

À travers cette conférence, l'ENSTP a réaffirmé son rôle de pôle scientifique de référence et de plateforme de dialogue interdisciplinaire, contribuant activement à la réflexion et à l'action en faveur d'infrastructures de transport plus durables, sûres et résilientes face aux défis climatiques actuels et futurs.

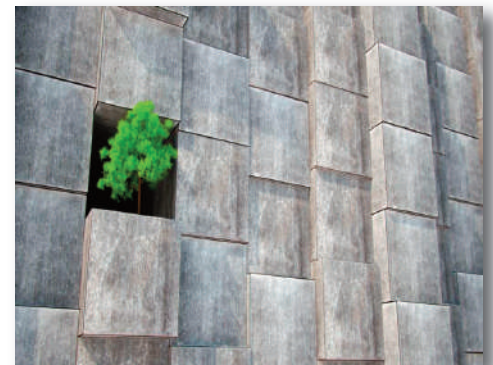
## Ciment bas carbone : 2026, l'année de l'accélération mondiale

En 2026, l'industrie du ciment franchit un cap décisif dans sa transition environnementale avec la montée en puissance des ciments bas carbone, également appelés « ciment vert ». Longtemps considérée comme difficile à décarboner, cette industrie connaît aujourd'hui une profonde, portée par des exigences réglementaires de plus en plus strictes et par une prise de conscience globale des enjeux climatiques. La production de ciment, responsable

d'environ 8 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, est désormais au cœur des stratégies de réduction d'empreinte carbone. Face à ce défi, les industriels multiplient les innovations pour réduire significativement leurs émissions. La diminution du taux de clinker, principal composant émetteur de CO<sub>2</sub>, constitue l'un des leviers majeurs adoptés à grande échelle.

Parallèlement, l'intégration de matériaux alternatifs tels que les cendres volantes, les laitiers de haut fourneau ou encore les argiles calcinées s'intensifie. Ces solutions permettent de concevoir des ciments performants tout en limitant leur impact environnemental.

L'année 2026 se distingue également par l'industrialisation progressive de nouveaux liants sans clinker, marquant une rupture technologique dans les procédés de fabrication traditionnels. Plusieurs acteurs internationaux investissent massivement dans ces technologies, accélérant leur mise sur le marché.



Cette dynamique s'inscrit dans un contexte mondial où les politiques climatiques encouragent fortement la transition vers des matériaux de construction durables. Le secteur du BTP, principal utilisateur de ciment, devient ainsi un acteur clé de cette transformation.

Ainsi, 2026 apparaît comme une année charnière, où la décarbonation de l'industrie cimentière passe d'une ambition stratégique à une réalité industrielle. Le ciment bas carbone s'impose désormais comme une solution incontournable pour construire durablement et répondre aux défis environnementaux de demain.



**VEILLE NORMATIVE**



**Normes Algériennes adoptées et transmises pour enquête publique  
Du 28/12/2025 au 27/02/2026. CTN 37 « LIANTS -BETONS -GRANULATS »**

Référence	Source documentaire	Intitulé
NA 2575-5	EN 13286-5 2003	traités et mélanges non traités aux liants hydrauliques - Partie 5 : méthode d'essais pour la masse volumique de référence et la teneur en eau en laboratoire - Table vibrante
NA 2575-46	EN 13286-46 2004	Mélanges traités et mélanges non traités aux liants hydrauliques - Partie 46 : méthodes d'essai pour la détermination du paramètre d'humidité
NA 2575-47	EN 13286-47 2021	Mélanges traités et mélanges non traités aux liants hydrauliques - Partie 47 : méthodes d'essai pour la détermination de l'indice portant californien (CBR), de l'indice portant immédiat (IPI) et du gonflement linéaire
NA 2575-49	EN 13286-49 2004	Mélanges traités et mélanges non traités aux liants hydrauliques - Partie 49 : essai de gonflement accéléré pour sol traité à la chaux et/ou avec un liant hydraulique
NA 2575-51	EN 13286-51 2005	Mélanges traités et mélanges non traités aux liants hydrauliques - Partie 51 : méthode de confection par compactage au marteau vibrant des éprouvettes de matériaux traités aux liants hydrauliques
NA 2575-53	EN 13286-53 2005	Mélanges traités et mélanges non traités aux liants hydrauliques - Partie 53 : méthode de confection par compression axiale des éprouvettes de matériaux traités aux liants hydrauliques

**Normes Algériennes adoptées et transmises pour enquête public  
Du 20/10/2025 au 19/12/2025. CTN 37 « Liants -Bétons -Granulats »**

Référence	Source documentaire	Intitulé
NA 23003	EN 13263-1 :2009	Fumée de silice pour béton – Partie 1 : définitions, exigences et critères de conformité
NA 23004	EN 197-6 :2023	Ciment – Partie 6 : ciment à base de matériaux de construction recyclés
NA 23005	EN 14630 :2016	Produits et systèmes pour la protection et la réparation des structures en béton – Méthodes d'essais – Mesurage de la profondeur de carbonatation d'un béton armé par la méthode phénolphtaléine
NA 23007	EN 13577 :2007	Attaque chimique du béton – Détermination de la teneur en dioxyde de carbone agressif de l'eau
NA 17026	NF P 15-318 :2023	Liants Hydrauliques – Ciments à teneur en sulfures limitée pour béton précontraint

**Normes Algériennes adoptées et transmises pour enquête public  
Du 28/10/2025 au 27/12/2025. CTN 44 « Protection de l'environnement »**

Référence	Source documentaire	Intitulé
PNA ISO/TR 20736	ISO/TR 20736 2021	Valorisation, recyclage, traitement et élimination des boues — Lignes directrices pour le traitement thermique des boues

**VEILLE JURIDIQUE DU MOIS D'OCTOBRE AU MOIS DE DECEMBRE 2025****OCTOBRE**

- 1- Arrêté du 01/10/2025, portant création d'une section dans le ressort du tribunal de Koléa (J.O n° 71 du 28/10/2025, page 11).

**DECEMBRE**

- 2- Loi n° 25-17 du 14/12/2025, portant Loi de Finances pour 2026 (J.O n° 88 du 31/12/2025).

**VEILLE JURIDIQUE DU MOIS DE JANVIER AU MOIS DE MARS 2026****JANVIER**

- 1- Décret présidentiel n° 26-01 du 18 Rajab 1447 correspondant au 7 janvier 2026 fixant le salaire national minimum garanti (J.O n°01 du 08/01/2026 page 08).
- 2- Décret exécutif n° 26-76 du 25 Rajab 1447 correspondant au 14 janvier 2026 fixant les conditions et les modalités de prévention de l'usage de stupéfiants et/ou de substances psychotropes lors du recrutement dans les secteurs public et privé (J.O n°08 du 27/01/2026 page 08).
- 3- Décision n° 25-01 du 02/01/2025, portant publication de la liste des banques et de la liste des établissements financiers agréés en Algérie (J.O n°09 du 29/01/2026 page 34).

**FEVRIER**

- 4- Décision du 22 Rajab 1447 correspondant au 11 janvier 2026 relative à la prorogation du délai d'acquittement de la vignette automobile pour l'année 2026 (J.O n°10 du 01/02/2026 page 33).
- 5- Arrêté du 21 Joumada El Oula 1447 correspondant au 12 novembre 2025 portant homologation des indices salaires et matières du 1er trimestre 2025, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés de travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH) (J.O n°14 du 18/02/2026 page 23).

**MARS**

- 6- Arrêté du 16 Chaâbane 1447 correspondant au 4 février 2026 fixant le contenu du portail électronique des marchés publics et les modalités de sa gestion (J.O n°17 du 02/03/2026 page 18).

## DOSSIER TECHNIQUE

Thème :

### Systèmes de management et accréditation : un atout stratégique pour les entreprises

Par : BOUABDALLAH Hemza  
Sous-Directeur Management de la Qualité



Dans un environnement économique de plus en plus exigeant et en constante évolution, les organisations sont appelées à renforcer leur crédibilité, leur performance et la confiance de leurs partenaires. Dans ce contexte, la certification et l'accréditation constituent deux leviers essentiels pour démontrer la conformité aux exigences internationales et garantir la fiabilité des activités et des services.

La certification atteste qu'un système de management, un produit ou un service est conforme aux exigences d'une norme reconnue. Parmi les référentiels les plus largement adoptés figurent notamment la norme ISO 9001 (management de la qualité), la norme ISO 14001 (management environnemental), la norme ISO 45001 (santé et sécurité au travail) ainsi que la norme ISO 37001 (systèmes de management anti-corruption).

Parallèlement, l'accréditation constitue un niveau de reconnaissance supérieur, accordé aux organismes d'évaluation de la conformité tels que les laboratoires d'essais, les laboratoires d'étalonnage, les organismes d'inspection ou de certification. Elle atteste de leur compétence technique et de l'impartialité de leurs activités. Par exemple, les laboratoires sont accrédités selon la norme ISO/IEC 17025, tandis que les organismes de certification de systèmes de management se réfèrent à la norme ISO/IEC 17021-1. Pour la validation et la vérification des déclarations environnementales, d'autres référentiels tels que ISO/IEC 17029 peuvent également être appliqués.

La mise en place d'un système de management conforme aux normes internationales permet d'optimiser l'organisation interne en formalisant les procédures, en clarifiant les responsabilités et en définissant des indicateurs de perfor-

mance pertinents. Cette structuration rationalise le fonctionnement quotidien, élimine les doublons, fluidifie les interfaces entre les différents services et réduit considérablement les gaspillages. Le résultat est une nette amélioration de la productivité, une utilisation plus optimale des ressources et une efficacité opérationnelle accrue, quels que soient le secteur d'activité ou la taille de l'organisation.

Grâce à l'approche « risques et opportunités » au cœur de ces normes, les entreprises anticipent de manière proactive les menaces potentielles, qu'elles touchent à la qualité, à l'environnement, à la santé et sécurité ou à l'éthique. L'identification précoce des vulnérabilités, associée à des plans d'actions préventifs et correctifs bien définis, permet de limiter les incidents, de réduire les coûts liés aux arrêts de production, aux amendes réglementaires ou aux sinistres, et de renforcer ainsi la résilience globale de l'organisation face aux crises économiques, réglementaires ou climatiques. L'adhésion à ces normes internationales constitue un signal



fort de sérieux et d'engagement envers les clients, partenaires, investisseurs et autorités. Elle démontre concrètement que l'entreprise place la qualité, la protection de l'environnement, la sécurité de ses collaborateurs et l'intégrité des affaires au cœur de sa stratégie.

Enfin, les revues de direction régulières, les audits internes et externes ainsi que le suivi rigoureux des performances installent une véritable culture d'amélioration continue au sein de l'organisation. Cette dynamique encourage l'innovation, permet de détecter rapidement les axes de progrès et favorise la mise en œuvre d'actions ciblées et efficaces. À terme, elle génère une performance durable, soutient une croissance à long terme et positionne l'entreprise comme un acteur responsable, agile et adaptable dans un environnement en perpétuelle évolution.

Dans un contexte économique mondialisé, la conformité aux normes internationales est devenue un indicateur clé de performance et de crédibilité pour les organisations. L'adhésion aux normes ISO représente un mouvement de plus en plus massif : des millions d'organisations intègrent ces référentiels pour structurer leurs pratiques, améliorer leurs performances et renforcer leur crédibilité sur les marchés internationaux.

Selon les données les plus récentes issues de l'ISO Survey 2024 (publiées en 2025 via IAF CertSearch) :

- Plus de 2,3 millions de sites certifiés pour les principaux systèmes de management (hausse notable grâce à la reprise complète des données chinoises).
- ISO 9001 (management de la qualité) : 1 474 118 certificats valides, en forte progression de +76 % par rapport à 2023, confirmant son statut de standard international dominant.
- Autres normes clés : ISO 14001 (~676 232 certificats), ISO 45001 (~542 527), ISO/IEC 27001 (~96 709, quasi-doublement en un an).

Selon les faits et chiffres officiels de l'ILAC (données 2024-2025) :

- Plus de 114 600 laboratoires accrédités (ISO/IEC 17025 et ISO 15189 pour les laboratoires médicaux),
- Plus de 15 600 organismes d'inspection (ISO/IEC 17020),
- Plus de 810 fournisseurs d'essais d'aptitude (ISO/IEC 17043),
- Plus de 320 producteurs de matériaux de référence (ISO 17034).

Dans le paysage algérien de la normalisation et de la qualité, l'adoption des normes internationales se développe progressivement, traduisant une maturité croissante des organisations envers des pratiques de gestion performantes et reconnues à l'échelle mondiale.

Selon les données communiquées par l'Institut Algérien de Normalisation (IANOR) (fin 2024, toujours de référence en

2025-2026) : 3 188 entreprises algériennes sont aujourd'hui enregistrées comme conformes aux normes ISO, toutes catégories de systèmes de management confondues (qualité, environnement, santé et sécurité, etc.).

Ces chiffres montrent une répartition variée des normes utilisées :

- Une majorité d'organisations disposent de systèmes de gestion de la qualité alignés sur des normes internationales (environ 488 en ISO 9001 selon les annonces 2024, probablement plus aujourd'hui).
- Environ 123 entreprises ont adopté des normes liées au management environnemental (ISO 14001).
- Près de 92 entreprises sont certifiées pour leur système de gestion de la santé et de la sécurité au travail (ISO 45001).

Pour l'accréditation, selon les listes officielles publiées par ALGERAC (mises à jour mars 2026, LIS 04 Version 02) : Le nombre total d'organismes accrédités dépasse les 135 (avec une liste détaillée montrant une trentaine rien que pour l'inspection, et un total global autour de 135-140 en 2025-2026). La croissance est soutenue (+75 % depuis 2021), avec des annonces visant 160 organismes d'évaluation de la conformité (OEC) début 2026, et un objectif ambitieux vers 240 à moyen terme. Cette extension touche les secteurs stratégiques (agroalimentaire, mines, construction, énergie, etc.).

La certification et l'accréditation ne sont plus des options : elles deviennent des impératifs compétitifs pour accéder aux marchés internationaux, attirer les investissements et assurer une croissance durable. En Algérie comme ailleurs, adopter ces normes internationales positionne les organisations comme des acteurs fiables, résilients et tournés vers l'excellence.



Le CETIM illustre parfaitement cette démarche. Il a été le premier laboratoire accrédité du pays dès l'année 2000, à l'origine par le COFRAC, En 2017, à la suite de la reconnaissance d'ALGERAC dans le cadre de l'accord international ILAC MRA, le CETIM a fait le choix stratégique de bascule-

ment vers l'accréditation nationale, témoignant ainsi de sa volonté de soutenir et valoriser les compétences locales. Cette nouvelle accréditation, couvre 32 méthodes d'essais sur une large gamme de matériaux : bétons, ciments, granulats, produits rouges, céramiques, analyses chimiques et minéralogie.

Son accréditation a ensuite été étendue aux activités d'étalonnage, avec une reconnaissance spécifique par ALGERAC pour les laboratoires de métrologie. Le laboratoire est accrédité pour les mesures de température de -40 °C à 140 °C depuis 2015, pour les mesures de masses de 1 mg à 10 kg sur la classe F1 depuis 2019, et pour le pesage de 1 g à 10 kg depuis 2025. Par ailleurs, des projets d'extension de la portée des accréditations sont actuellement en cours afin de renforcer encore davantage les capacités techniques du centre.

En septembre 2025, le CETIM a franchi une nouvelle étape

historique en obtenant sa certification ISO 9001, confirmant l'excellence de son système de management, son engagement envers l'amélioration continue et la satisfaction de ses clients.

Le CETIM met cette expertise au service des entreprises pour les accompagner dans la mise en place et l'optimisation de leurs systèmes de management. Grâce à des méthodes adaptées et des bonnes pratiques éprouvées, il aide chaque organisation à renforcer sa performance et sa conformité aux standards internationaux.

À ce jour, le CETIM a mené avec succès de nombreux projets d'accompagnement dans des domaines variés tels que la qualité, la sécurité, l'environnement, la lutte contre la corruption et le marquage CE, démontrant ainsi son savoir-faire et sa capacité à guider les entreprises vers l'excellence. Aperçu des réalisations récentes :

Entreprise	Projet d'accompagnement	Norme / Référence
Société des Ciments de Sigus	Accompagnement à la mise en place d'un système de management qualité	ISO 9001 V.2015
Société des Ciments de Sigus	Accompagnement à la mise en place d'un système de management intégré	ISO 14001 V.2015 ISO 45001 V.2018
Société des Ciments de Saida	Accompagnement à la mise en place d'un système de management intégré	ISO 14001 V.2015 ISO 45001 V.2018
Société Saoura Ciment	Accompagnement à la mise en place d'un système de management intégré	ISO 14001 V.2015 ISO 45001 V.2018
Société des Ciments de our El Ghozlane	Accompagnement au marquage CE	-
Société des Ciments de Zahana	Accompagnement au marquage CE	-
Société des Ciments de Zahana	Accompagnement à la mise en place d'un système de management qualité	ISO 9001 V.2015
Société des Ciments d'Aïn Touta	Accompagnement à la mise en place d'un système de management anti corruption	ISO 37001 V.2017
Société des Ciments d'Aïn Touta	Accompagnement au marquage CE	-
Société des Ciments d'Aïn El Kebira	Accompagnement à la mise en place d'un système de management anti corruption	ISO 37001 V.2016
Aures Sécurité et Service EURL	Accompagnement à la mise en place d'un système de management qualité	ISO 9001 V.2015
Société de Maintenance Industrielle et Fours	Accompagnement à la mise en place d'un système de management qualité	ISO 45001 V.2018
Société des Ciments de Béni Saf	Accompagnement à la mise en place d'un système de management qualité	ISO 9001 V.2015
Entreprise des Ciments et Dérivés d'Ech Chellif	Assistance à la révision complète du système de management intégré (SMI)	ISO 9001 V.2015 ISO 14001 V.2015 ISO 45001 V.2018

**En conclusion**, la certification et l'accréditation constituent des leviers incontournables pour renforcer la crédibilité, la performance et la résilience des organisations dans un environnement économique exigeant et compétitif. À travers son expertise reconnue, le CETIM illustre parfaitement cette démarche en accompagnant les entreprises vers l'excellence, la conformité aux normes internationales et l'amélioration continue de leurs systèmes de management. Les nombreux projets menés témoignent de l'impact concret de ces initiatives sur la performance, la sécurité, la qualité et l'éthique des organisations, positionnant ainsi le CETIM et ses partenaires comme des acteurs fiables, responsables et innovants sur le marché national et international.

**CETIM**, un effort constant pour  
...une qualité meilleure de ses prestations

Le savoir faire du CETIM est aussi officiellement reconnu par :

M



Le mandatement du (CACQUE) Ministère du commerce pour le contrôle qualité des matériaux

I



Le mandatement (IANOR) pour la gestion de la certification produit

T



L'agrément du ministère de l'environnement pour les études environnementales

E



L'agrément du M.I.M.E.P.I (ministère de l'industrie de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement)

C



L'Organisme algérien d'accréditation (Algerac)



L'agrément du Ministère de l'Energie pour la réalisation des audits énergétiques dans le secteur industriel



**C E T I M**

*Un Savoir Faire...  
Au Service de L'industrie  
des Matériaux de construction*



**MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE  
GROUPE INDUSTRIEL DES CIMENTS D'ALGERIE  
CENTRE D'ETUDES ET DE SERVICES TECHNOLOGIQUES DE  
L'INDUSTRIE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION  
« C.E.T.I.M. »**